

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Ils-se-sont-rassembles-devant-le.html>

**Ils se sont rassemblés devant
le siège de l'APN Les
membres des Groupes de
Légitime Défense (qui ont
combattu les tueurs islamistes
durant la « décennie rouge »)**

Date de mise en ligne : mardi 22 février 2011

Description :

réclament un statut de la

[IMG/jpg/garde.jpg]

Lu dans El Watan du 21 février 2011

dignité

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

par Nabila Amir

- Luttés sociales en Algérie -

Il était 11h30 lorsque des centaines de personnes, venues de plusieurs wilayas du pays, ont tenté de tenir un sit-in devant l'hémicycle Zirout Youcef. Voyant la foule grandir, des agents de sécurité, dépêchés sur les lieux en urgence, se sont précipités pour mettre de l'ordre. Ils ont alors poussé les protestataires vers le parking de l'APN, à l'abri des passants, avant de les encercler. « Nous sommes ici pour crier notre colère et revendiquer nos droits », ont scandé les manifestants. L'opération, entrant dans le cadre du nouveau redéploiement de ce corps paramilitaire vers d'autres structures de sécurité, n'est pas du goût des 2000 gardes communaux activant à l'échelle nationale. Ils contestent fortement le nouveau statut d'agent de sécurité qui leur a été proposé en vue de la dissolution de ce corps paramilitaire.

« Certains d'entre nous ont été affectés au corps militaire, d'autres à la police communale et certains vont devenir agents de sécurité au niveau des institutions administratives. Les pouvoirs publics auraient dû demander l'avis des concernés avant de leur changer de statut. Nous voulons un statut digne de nous », a affirmé un agent qui nous montre des cicatrices de blessures causées par l'explosion de bombes. « Nous avons été recrutés en 1994. Nous avons été affectés dans les zones les plus reculées. Nous risquions notre vie pendant les années du terrorisme. Nous étions au devant de la scène et, aujourd'hui, on se retrouve les derniers de la chaîne », peste un agent, qui récuse l'idée de devenir agent de sécurité. « J'ai reçu une décision d'affectation comme agent de sécurité dans une entreprise publique. Arrivé sur mon nouveau lieu de travail, le responsable m'informe qu'il n'a formulé aucun besoin en la matière et qu'il n'a reçu aucune note allant dans ce sens », a expliqué Mohamed, qui précise que l'instruction du Premier ministre adressée aux walis, leur demandant de préparer les listes de leurs besoins en agents de sécurité, est contestée par l'ensemble des concernés.

Ces derniers se disent très inquiets par cette mesure floue qui ne spécifie pas, selon leurs propos, si les avantages et indemnités liés à leurs postes précédemment occupés seront préservés ou pas. « Nous ignorons totalement si nous allons être permanisés ou employés selon le système de contrat ouvert », nous ont-ils indiqué.

Ces agents de la garde communale réclament le versement de leurs indemnités et l'augmentation de leur salaire. « *Nous demandons notre préavis de départ* », ont-ils lancé.

Face à leur détermination, les responsables de la wilaya d'Alger ont accepté de les recevoir pour discuter de leur plateforme de revendications qui se résume en quatre points.

Les manifestants revendiquent un reliquat de 540 millions de centimes pour chaque agent pour services rendus durant les années de terreur. Ce montant est justifié par le fait que ces agents communaux ont travaillé 24h/24 et jusqu'à 16h par jour ; les rappels de salaires depuis 2008 comme tous les autres corps (gendarmerie, police et ANP) ; le paiement de 9 jours de congé pour chaque année du fait que les agents communaux n'avaient droit qu'à un congé de 21 jours, en plus des primes de risque et de rendement.

En outre, les gardes communaux réclament une retraite anticipée avec un traitement de 28 000DA et une prise en charge de victimes du terrorisme au même titre que les victimes des autres corps de sécurité. « ***Si les pouvoirs publics ne répondent pas favorablement à nos revendications, nous reproduirons chaque dimanche ce sit-in et nous serons vêtus de nos tenues de travail*** », ont affirmé les manifestants.

Nabila Amir